

Voilà 11 mois que les Français sont privés de liberté : ça suffit !



Par Dr Nicole Delépine

[Voir aussi sur Riposte Laïque]

Ne laissons plus le président et les apôtres de la tyrannie sanitaire être les maîtres des horloges et imposer les sujets dont on parle aux JT, sur les chaînes d'info continue mais aussi malheureusement beaucoup trop sur les réseaux sociaux et les médias alternatifs.

La première des priorités est de briser nos chaînes.

Les sujets aussi importants qu'ils soient, mis en première ligne par le pouvoir par la décision de dissoudre une association comme Génération identitaire ou les victimes réveillés par me too ou encore les universités dévoyées, vont pouvoir occuper des heures les médias, mais tristement aussi les réseaux sociaux et les journaux web. Ces derniers médias relativement libres ne consacrent plus assez de place à l'agonie de la France et des français étranglés par la peur (qui n'a plus de raison d'être) et les mesures prétendument sanitaires (stupides et mortifères).

Et pendant ce temps là les Français sont toujours en prison, les étudiants se suicident et les internes des hôpitaux, les pauvres sombrent dans la misère extrême, les enfants sont masqués de plus en plus perturbés mais « tout le monde s'en fiche ». Parlez-moi d'autre chose. Eh bien NON.

Il est urgent de parler de ce qu'occultent des dissertations sans fin sur des faits divers sordides^[1]: **la maltraitance permanente des Français par un pouvoir tyrannique** dont une grippe un peu sérieuse n'est que le prétexte.

VOILA PRESQUE 11 MOIS QUE TOUS LES FRANÇAIS SONT VICTIMES DE VIOLENCES PSYCHOLOGIQUES MAJEURES, PRIVÉS DE LIBERTÉ, ENFERMÉS PRESSURÉS PAR DES CONTRAVENTIONS ABUSIVES

L'URGENCE EST DE SE BATTRE POUR SUPPRIMER MAINTENANT TOUTES LES MESURES LIBERTICIDES TOTALEMENT INEFFICACES ET GRAVEMENT DÉLÉTÈRES

Elles bloquent toute contestation véritable et forte. Tant que le pays n'est pas libéré, les autres sujets ne peuvent qu'être effleurés et sûrement pas approfondis, ni résolus, ni débattus avec l'ensemble du peuple.

Ne lit-on pas que la manifestation de GI a réuni 3000 personnes dont beaucoup masquées et que ce n'est pas mal pendant la période de couvre-feu !

Impression de soumission au pouvoir qui doit bien s'amuser de voir ses opposants muselés et en nombre limité par obéissance à Jupiter et ses demi-dieux, médecins des plateaux télé.

Impossible de compter ses troupes, d'agir en force tant que nous ne combattons pas le préalable à toute revendication populaire, ***la sortie de prison des Français innocents.***

Le sort des sportifs, des jeunes masqués ou des vieillards emprisonnés et vaccinés sous promesse de liberté jamais tenue, n'intéressent évidemment guère les médias aux ordres, mais guère plus les médias alternatifs qui se font mener par le bout du nez par le pouvoir qui dicte les sujets.

Ils deviennent le bon opposant répondant au tac au tac aux choix immédiats du pouvoir et laissent de côté **l'enfermement généralisé qui devrait être le titre de tous les sites d'opposition** permettant secondairement que l'ensemble du peuple se réveille et puisse manifester etc...

N'oublions pas que la fin des manifestations contre la réforme des retraites a été sonnée par Edouard Philippe le 29 février un samedi à l'assemblée pour parler de la loi et qui a finalement imposé un 49-3 et dans la même séance les premières mesures liberticides. *Et la loi sur les retraites ?* Grâce à cet artifice, elle continue tranquillement son chemin dans le brouillard des autres sujets, certes importants, mais qui ne touchent pas des millions de français et ne présentent aucun caractère d'urgence.

L'enfermement des Français et ses résultats catastrophiques ne doivent pas être discutés. Sujet tabou ! Et les opposants obéissent !! Ils restent hypnotisés par la musique du pouvoir : « *Nous sommes au bord du précipice, restons soudés et tous ensemble faisons un grand pas en avant* ». Je refuse cette attitude de moutons de panurge.

L'immigration, la pédophilie, les viols même anciens, les procès politiques sont certes des sujets majeurs, mais comment les résoudre alors que nous sommes, de fait, en prison.

COMMENT MANIFESTER ALORS QUE LE MASQUE RESTE IMPOSE ET COUTEUX en cas de désobéissance ?

COMMENT SUPPORTER LE COUVRE-FEU imposé et malheureusement respecté alors qu'aucune étude n'a montré qu'il était efficace, sauf pour mettre en faillite bars, restaurants, monde du spectacle et détruire la vie amicale et de famille, en un mot ce qui nous rend heureux et humain et témoigne de notre civilisation.

Le pouvoir, ses communicants et ses mercenaires sont malins. Ils imposent leur rythme : les procès médiatiques de telle personnalité et les émissions tv y sont consacrées pendant que nous restons enfermés ; puis lorsque le sujet ne monopolise plus les médias, les viols datant de trente ans ressortent au bon moment.

Pourtant on se pose rarement les bonnes questions urgentes pour l'enfermement : qui a fait taire le Pr Douste Blazy qui regrette brutalement d'être dans Hold up, lui qui prônait courageusement l'hydroxychloroquine en avril et maintenant justifie toutes les mesures aberrantes de Veran, y compris un nouveau confinement ? La carotte ou le bâton ? Le plomb ou l'or ? Une promesse de poste de ministre de la santé au nouveau gouvernement mondial ou la publication de rapports sur ses visites à Marrakech en compagnie d'un certain Jack Lang ? Mauvaise langue direz-vous, mais on en parle moins que de PPDA et de ses amours ... Pourquoi ? Cela devrait intéresser Pascal Praud ce revirement soudain...

Il ne faut pas nous laisser imposer nos combats et leur laisser le choix du terrain et de l'agenda comme a toujours dit Emmanuel Macron, le maître des horloges.

Il ne faut pas rester scotché sur nos anciennes priorités, et oublier le plexiglas qui nous sépare de la caissière ou de notre grand-mère en EHPAD, ni accepter la muselière qui nous sépare de nos compatriotes et ne nous permet plus de discerner ce qui est essentiel aujourd'hui, et pour demain après la Libération. Seule la reconquête de nos libertés nous permettra d'aborder les autres priorités sociétales importantes. Sans liberté de parole, mais aussi de manifestation et de réflexion non perturbée par l'enfermement.

Et effectivement alors qu'il n'y a plus aucun péril sanitaire (s'il n'y en a jamais eu), récupérons nos libertés en privilégiant **le combat prioritaire :**

suppression de TOUTES les mesures liberticides, confinement, couvre-feu, masques, tests PCR imposée et pression pour les vaccins Covid.

Nous devons sortir de cette prison psychologique en urgence avant que nous ayons cessé de penser, sans nous en apercevoir en acceptant de fait les privations de liberté imposées et fassions semblant vis-à-vis de nous-mêmes, de nous battre encore pour ce qu'il nous occupait il y a 15 mois... Mais pour cela, il nous faut reconquérir toutes nos libertés.

La classique méthode du bon opposant pour bloquer le fond des problèmes : l'exemple du Mediator

Le drame du médiateur explosa après 18 années de guerre de quelques médecins pour le faire interdire. Mais finalement c'était probablement le moment de faire sauter ou de racheter à bas bruit, le labo que possédait un vieux monsieur. Une lanceuse d'alerte eut enfin l'opportunité de se faire entendre. Finalement elle fit interdire ce médicament dont le tableau de chasse n'est pas un des pires de la pharmacopée. Il bénéficia d'une grosse publicité comme si l'agence du médicament et les politiques voulaient s'offrir une virginité à cette occasion. On eût même droit à un film et de très nombreuses interviews de la bonne opposante.

Certes, elle avait à juste titre dénoncé après d'autres ce vilain médicament, mais on put regretter à l'époque que le système de corruption pharmacopolitique ne fut guère attaqué. Les gens prirent cela comme un « accident » de parcours et cela continua. On changea le nom de l'agence du médicament et son directeur. Une loi dite Bertrand vit le jour mais sans ses décrets d'application caviardés par le ministre suivant. Le business pouvait continuer et les récalcitrants se faire exclure du système.

Et les scandales généralisés sur les nouvelles drogues commercialisées après des essais thérapeutiques courts, sur peu de patients et sans recul sur les effets secondaires (comme pour les vaccins actuels) passèrent inaperçus. A tel point que des livres comme ceux de Pr Debré et Even furent critiqués, diffamés. Ce furent eux, les professeurs, lanceurs d'alerte qui furent poursuivis par le conseil de l'ordre et interdits d'exercice : un député chef de service d'urologie de Cochin et médecin du président le Pr Debré, et le Pr Philippe Even doyen de la plus réputée fac de médecine, Necker enfants malades et président de l'institut de recherches adossé à cette prestigieuse fac.

Peu importe, ils décrivaient des errements médicamenteux et des agences de sécurité sanitaires trop complaisantes. Ils se firent descendre par les généralistes et bien d'autres pour dénoncer la surconsommation de médicaments. Puis le Pr Even s'attaqua aux médicaments nouveaux peu testés en particulier en son domaine, la cardiologie dans un livre « corruption ou crédulité » qui ne plut pas non plus à notre cher milieu de l'entre-soi bien élevé où les trafics se font dans les salons feutrés arrosés de champagne, autour de petits fours avec des gens bien élevés évidemment.

Alors leurs livres furent ignorés comme beaucoup d'autres dont celui de l'ancienne rédactrice en chef du NEJM en 2003, Marcia Angell ou du Pr Peter Goetsche sur « médicaments dangereux et crime organisé » en 2014. Le rachat par Bill Gates de l'honorable et indépendante fondation Cochrane que Goetsche avait fondé, fut largement passé sous silence malgré la perte majeure pour les médecins et universitaires d'une organisation indépendante étudiant les publications mondiales. Quant à nous, nos livres furent globalement cachés et le pouvoir choisit la date de ma retraite pour en finir en 2014 avec le dernier bastion de liberté thérapeutique en oncologie pédiatrique (Garches), dans le silence ou presque.

Peu importe, le pouvoir avait donné avec le médiateur et le livre d'Irène F. un os à ronger à jeter aux râleurs qui imaginaient bien la corruption du milieu médical, mais « pas à ce point-là ». La liberté de soigner fut attaquée ouvertement et largement par les plans cancer imposant dorénavant les médicaments à utiliser, ringardisant les anciens schémas de traitement et virant progressivement les docteurs qui soignaient autrement qu'en obéissant aux ordres.

Réussite médiatique, puisque nous eûmes la surprise d'entendre des collègues encore jeunes et résistants sincères et courageux au corona Circus actuel, dire que c'était la première fois en France qu'on interdisait aux médecins de soigner librement et d'utiliser tel ou tel médicament.

Erreur, chers collègues, depuis l'application de plus en plus à la lettre des directives des plans cancer, surveillée par les ARS qui donnent ou non l'accréditation (autorisation d'exercer aux services), le cancérologue n'a plus depuis plus de quinze ans le droit de donner à son patient « *le meilleur traitement en fonction des données actuelles de la science* » (arrêt mercier 1936). Tant pis pour le malade, tant mieux pour l'industrie et affidés car c'est trop souvent la dernière molécule sortie (et donc la plus chère) que les recommandations prônent, peu importe qu'elle fût peu testée et peu efficace. Précurseur de l'histoire actuelle des vaccins dans le silence complet.

Bien sûr il y eut x émissions sur les chaînes tv à l'occasion des journées du cancer annuelles ; mais là aussi la technique désormais bien rodée du bon opposant conduisant à inviter tel ou tel cancérologue un peu râleur mais dans l'axe général, et à annuler la venue de médecins et d'associations conscientes de la privation de liberté de traitements.

Le chaos du corona Circus et les interdictions de traitement ne sont que prolongation d'une situation installée insidieusement depuis une vingtaine d'années, expliquant probablement l'absence de réaction d'une profession déjà largement soumise.

Ajoutons que le décret incitant les médecins à pratiquer des euthanasies passives par Rivotril chez les vieillards « suspects de covid 19 », si elle est scandaleuse, ne fut pas non plus une première ; cela fait au moins 15 ans que les oncologues pédiatres sont incités à « soulager » leurs petits

patients supposés incurables. Pratique courante, bien rodée, protocole écrit à l'appui à appliquer par l'hospitalisation à domicile, toujours en vigueur comme le témoignage désespéré d'une maman d'un petit de 6 ans me l'a rappelé il y a quelques heures. Elle attend son décès depuis septembre comme on le lui a prédit et proposé d'accélérer, pour son bien...Mais comme il ne va pas si mal elle ne comprend pas qu'on ne continue qu'à lui proposer cinq mois plus tard, que l'injection létale. Telle est la nouvelle médecine du nouveau monde. Mais là aussi sujet majeur, mais à reprendre dès notre sortie commune de l'enfermement, impossible à traiter à travers les murs de nos prisons au moins psychologiques.

En conclusion, il me semble que nous devons tous nous y mettre pour faire passer **d'abord et avant tout notre LIBÉRATION de toutes les mesures liberticides**, pour pouvoir ensuite nous battre avec toutes nos forces pour les sujets qui nous sont chers, de l'identité, à la liberté d'expression, de soigner, de juger etc.

Une seule priorité : LIBÉRATION

INONDONS LES RÉSEAUX ET LES BLOGS DE PAPIER SUR NOS ENFANTS MALTRAITÉS, NOS AÎNÉS EN PRISON, NOS ÉTUDIANTS PRIVÉS DE FACS, DE FÊTES et de JOBS, les CHÔMEURS EN ERRANCE ET BIENTÔT SDF, les SUICIDES DES INTERNES EN MÉDECINE, ETC.

N'OCCULTONS PAS LA PRISON À MI-TEMPS, VOIRE PLUS, ET L'ISOLEMENT VIA LA MUSELIÈRE.

N'OCCULTONS PAS LES DÉCISIONS ABERRANTES QUOTIDIENNES COMME LE CONFINEMENT DE WE A NICE ALORS QU'IL N'Y A PAS DE MALADES ET QUE DELFRAISSY EN MÊME TEMPS DIT QU'IL FAUT ARRÊTER LES CONFINEMENTS ! (voir notre papier de ce jour :

L'échec du confinement et des vaccins, reconnu par ceux qui les ont conseillés, le Pr Delfraissy et coll.)

Il faut en parler encore et encore afin que chacun derrière son masque ne se sente pas seul et ni honteux de ne pas le supporter, afin que chacun puisse refuser un test PCR pour accoucher ou subir une coloscopie. Ces actes médicaux ne peuvent pas selon la loi être imposés sans notre consentement vraiment éclairé et le refus de soin secondaire à notre refus de test est une non-assistance à personne en danger. **IL FAUT QUE CHACUN RACONTE ET QUE NUL NE PUISSE IGNORER LES CONSÉQUENCES MULTIPLES DE L'ENFERMEMENT DE LA NATION ET DE SES CITOYENS.**

Nicole Delépine

Note

[1] qu'il s'agisse du procès Daval, du livre de Camille Kouchner, ou de l'acteur Richard Berry 